



## TRANSATLANTIQUE

La Commission Européenne négocie, en secret et avec l'accord de nos gouvernements, des traités de libre-échange avec les États Unis (TAFTA ou TTIP), le Canada (CETA) et d'autres pays (TISA, APE...). La mobilisation citoyenne a déjà empêché la signature d'accords similaires : l'AMI en 1988, l'AGCS en 2006, l'ACTA en 2012.

### NOUS POUVONS FAIRE ÉCHOUER CE PROJET !

**Samedi 18 avril 2015 à Annecy**

#### JOURNÉE INTERNATIONALE D'ACTION CONTRE LES TRAITÉS DE LIBRE-ÉCHANGE

(GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE, TAFTA, CETA, TISA, APE, TPP...)

- 10h Salle Pierre Lamy : Conférence de Thomas Porcher et Frédéric Farah, économistes, auteurs de "TAFTA, l'accord du plus fort"
- 14h : Manifestation de rue festive au départ de la Préfecture - Instruments de musique et déguisements bienvenus !

#### COLLECTIF STOP GMT 74

Contact : [stopgmt74@laposte.net](mailto:stopgmt74@laposte.net)

Informations: <http://stoptafta.wordpress.com/>  
<https://www.collectifstoptafta.org>

*Merci de ne pas jeter sur la voie publique*

## NE DONNONS PAS LES PLEINS POUVOIRS AUX MULTINATIONALES !

**Le Grand Marché Transatlantique (TAFTA avec les États-Unis, CETA avec le Canada) ce serait :**

- ◆ L'abolition des droits de douane, avec en particulier la concurrence de l'agro-industrie contre l'agriculture paysanne.
- ◆ La suppression des "*obstacles inutiles au commerce et à l'investissement*", c'est-à-dire l'abaissement des normes de protection environnementales, sanitaires, phytosanitaires, ou sociales (OGM, viande aux hormones, Gaz de Schiste, Droit du travail, etc.).
- ◆ La libéralisation du "*commerce des services*", c'est-à-dire la privatisation de tous les services publics qui pourraient dégager des profits (sécurité sociale, école, etc.).
- ◆ La libéralisation de l'accès aux marchés publics, en supprimant en particulier "*les exigences de localisation et les exigences de production locale*".
- ◆ Le droit pour les multinationales d'attaquer les États et les collectivités locales, devant une instance d'arbitrage internationale privée, en cas de lois ou de règlements limitant leurs profits.
- ◆ La création du "*Conseil de coopération réglementaire*" qui pourrait dans le futur étendre le champ du traité et censurer les lois votées par les instances élues.

